



**Arrêté portant réglementation de la circulation et
du stationnement
rue des 4 Filles**

Arrêté provisoire n° 69/22

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ÉPERNON

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et les textes qui l'ont complétée ou modifiée,

VU le Code Général Des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2 – L 2212-2 et L 2131-1 ;

VU l'article R 610-5 du code Pénal ;

VU le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 à L 325-13, L 411-1, L 411-2 et R 325-12 à R 325-46, R 411-25, R 411-26, R 412-26, R 412-28, R 417-10

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

VU la circulaire n° 96 -14 du 6 Février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment son article L511-1 relatif aux missions des agents de police municipale,

VU la demande formulée par l'entreprise SCOPELEC INGRE – 21/13 rue Pierre et Marie Curie – 45140 INGRE par laquelle est sollicitée la réglementation de la circulation et du stationnement 535 rue des 4 Filles pour remplacement d'un cadre et tampon sur chaussée ;

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

A R R E T E :

=====

ARTICLE 1 : L'entreprise SCOPELEC INGRE est autorisée à occuper le domaine public.

ARTICLE 2 :

**La chaussée sera rétrécie et la circulation gérée par alternat (par panneaux B15 et C18).
Stationnement interdit au droit du chantier et vitesse limitée à 30 km/h.**





A partir du Lundi 25 Avril 2022 pour une durée de 15 jours

ARTICLE 3 : La signalisation de chantier découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux dispositions réglementaires susvisées. Elle sera mise en place par l'entreprise, à sa charge et sous sa responsabilité.

Le bénéficiaire sera également responsable des accidents pouvant survenir par défaut et insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, par affichage sur le chantier.

ARTICLE 5 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux par la levée de la signalisation.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché :

- Monsieur le Maire,
- M. le responsable des Services Techniques Municipaux,
- M. le responsable du service de la Police Municipale,
- M. le commandant de la Brigade de gendarmerie de MAINTENON,
- L'entreprise SCOPELEC INGRE.

Extrait certifié exécutoire par le Maire

A la date du 13/04/22

Et publié le 13/04/22

Fait à Epernon, le 12 Avril 2022

PAR DÉLÉGATION DU MAIRE,
Par délégation du Maire,
Adjoint aux travaux,
Environnement et développement durable
L'Adjoint au Maire
Denis DUBAND

Une copie est transmise pour information et à toutes fins utiles à :

M. l'adjoint au maire chargé des travaux

Mme la conseillère municipale déléguée à la police municipale et

à la gestion du domaine public

Service communication

Sictom de Rambouillet – Transports d'Eure et Loir